

Editorial

Et si l'affaire des caricatures islamiques démontrait que la religion est, à l'heure de la mondialisation, un fait politique plus que spirituel ? La question, au vu de l'embrasement du monde musulman consécutif à la parution des dessins danois, se pose naturellement. Elle n'est pas nouvelle, certes. Elle est même banale si l'on en juge par l'exploitation qu'en font les extrémistes de tous bords pour assouvir leur soif de pouvoir. Mais elle pose de nouveaux défis en Europe, où la raison d'une part, et la tradition laïque d'autre part, dominent largement.

En fin connaisseur des questions spirituelles et de leurs racines culturelles, Serge Lafitte nous offre des clés pour comprendre la fracture religieuse révélée par l'emballage de l'opinion musulmane lorsque les caricatures sont apparues dans les kiosques de Copenhague. L'auteur observe les blessures. Ce qui ne nous empêche pas, réalistes, d'être conscients que le virus de l'intégrisme s'empresse de les infecter.

Chercheur de sens plutôt que de polémiques, tel est notre rôle à *Développement et civilisations*. Être en amont des crises. Au niveau des causes. Pour vous fournir, où que vous soyez, des outils de décodage intellectuels au nom de nos convictions humanistes et de l'héritage spirituel du Père Lebret.

C'est pour cela, vous l'avez remarqué, que nous avons changé de titre au dernier numéro. Non pas parce que nous renonçons à la foi dans le souci du développement. Mais parce que ce dernier, même nourri par une foi forte, reste d'abord à l'épreuve des civilisations.

Richard Werly
richard.werly@lebret-irfed.org

Le choc des caricatures, piège du désordre mondial

par Serge Lafitte*

Que restera-t-il du « débat de société » provoqué par les caricatures danoises de Mahomet ? Retour sur les événements de février 2006 qui ont soulevé une polémique mondiale.

On ne saura sans doute pas avant le prochain clash si ce « débat » a permis une avancée quelconque. Mais quel débat ? Droit de représenter le Prophète ? Droit de caricaturer l'islam, les religions ? Modernes démocrates contre archaïques théocrates ? Liberté d'expression contre respect des croyances ? Choc des cultures, voire des civilisations ?

Même douées d'une bonne dose d'humour, les victimes d'une caricature ont en général tendance à n'y voir qu'une représentation infidèle. Ainsi, même s'ils ont toujours combattu le rire, les religieux purs et durs ne sont pas les seuls à se braquer devant une caricature, par définition toujours plus ou moins chargée. Mais les meilleures définitions ne le sont que dans l'absolu. Le problème, c'est souvent le contexte. Revenons donc sur le contexte. Ou, plutôt, ses différentes facettes sans prétendre à ce que la somme des parties fournisse l'explication du tout.

D'un point de vue strictement chronologique, tout est parti du Danemark avec la publication, par le quotidien conservateur *Jyllands-Posten*, de douze dessins figurant le prophète Mahomet. Pourquoi douze ? Une réurgence inconsciente du fond luthérien danois ? Toujours est-il que c'était-là le résultat d'un concours lancé par le journal après la réflexion d'un écrivain se plaignant de ne trou-

ver aucun dessinateur disposé à illustrer un livre pour enfant sur Mahomet. Pourquoi pas un concours ? De fait, la plupart des dessins publiés sont assez anodins.

Une sérieuse crise identitaire

C'est le turban du Prophète, assorti d'une mèche allumée, qui a mis le feu aux poudres. Provocation délibérée ? Ce n'est pas improbable, dans le contexte danois. Le Danemark traverse, en effet, une sérieuse crise identitaire dont les populations immigrées font les frais, les musulmans en particulier via la banalisation des actes racistes et des discours islamophobes.

Difficile, de leur point de vue, de ne pas se sentir agressés par une telle représentation du Prophète. Pour mieux la dénoncer certains sont allés chercher du soutien dans les pays musulmans, « *comme les catholiques s'adressent au Vatican* », a expliqué un imam danois. L'argument est, apparemment, imparable. Sauf que, dans un pays protestant, il est peu propice à lever les malentendus culturels, pour ne rien dire des préjugés les plus ouvertement xénophobes présentant les musulmans immigrés comme une « *cinquième colonne* ». D'autant que la démarche a transposé un conflit local à l'échelle mondiale. Les caricatures danoises ont ainsi engendré l'une de ces manifestations

* Serge Lafitte est journaliste, spécialisé dans le domaine du religieux. Il collabore, notamment, au *Monde des religions* et vient de publier *La Bible et le Coran*, éditions Plon.

intempêtes du syndrome « glocal », comme on dit pour souligner l'intrication du global et du local qui caractérise le monde actuel.

Inutile de s'étendre beaucoup sur les péripéties de la crise. Son instrumentalisation par les islamistes radicaux et les pires dictatures du « monde musulman ». La gestion calamiteuse du gouvernement danois refusant toute discussion diplomatique sous prétexte du respect de la liberté de la presse.

Les réactions des gouvernants occidentaux appelant au respect des croyances, entre souci de la paix civile et préservation de leurs intérêts nationaux. Comme l'a bien montré l'islamologue Olivier Roy (1), l'indignation a, avant tout, été « géopolitique ». La médiatisation internationale des caricatures danoises n'a fait, au fond, qu'exciter un peu plus les tensions générées par le désordre mondial.

Reste qu'il y a bien un problème de « choc des cultures » lié aux désordres de la mondialisation. Il s'exprime, notamment, dans un espace public globalisé où tout est (ou susceptible d'être) mondialement médiatisé via les réseaux de télécommunication. Le problème, en l'occurrence, vient de ce que chacun investit cet espace avec ses propres préjugés, sans qu'il soit régulé par un code culturel et juridique commun. D'où quantités d'excès « librement » exprimés, dont Internet fournit souvent les pires exemples.

Mais le « choc des cultures » vient aussi de la diffusion planétaire du merveilleux *way of life* occidental à travers les superproductions hollywoodiennes, les séries télévisées, la publicité. Côté Sud, ce sont autant de vecteurs de déculturation, de frustration parce que ces « bienfaits » ne touchent qu'une infime minorité, et autant de miroirs aux alouettes pour les candidats à l'émigration. Côté Nord, pour les sociétés des pays riches, cette problématique se pose aussi en interne via, justement, l'immigration et la « multiculturalisation » qui s'ensuit.

Même les Etats-Unis, archétype de l'impérialisme culturel, ne sont pas

épargnés. Inventeur du fameux « choc des civilisations » et ferme défenseur d'une « culture américaine » dont le christianisme constituerait le socle unique, Samuel Huntington s'emploie à démontrer que les « latinos », pourtant majoritairement chrétiens, sont inassimilables par la championne du melting-pot. Comprenez qui pourra.

Au Danemark, on a vu apparaître, sous la pression croissante de l'extrême droite, le concept de « danicité », comme ailleurs celui d'ivoirité. Là encore, les caricatures danoises ont montré combien peuvent s'envenimer, dans un espace public « glocalisé », les tensions entre tradition et modernité, identités héritées et identités en devenir.

Un autre acquis de la démocratie est que les religions ne peuvent plus revendiquer une position dominante sur la société.

Mais c'est la force, et la fragilité, des démocraties que de permettre à ces tensions de s'exprimer dans leur espace public. En matière de caricatures, leur acquis historique est que la critique est légitime. Bien entendu, dans le respect de la loi qui encadre toujours l'exercice de la liberté dans un État de droit : tout n'est pas permis même si tout peut-être soumis à critique. Un autre acquis de la démocratie est que les religions ne peuvent plus revendiquer une position dominante sur la société.

Elles n'en sont qu'une des composantes et n'ont, à ce titre, ni plus ni moins de droits que les autres. Dès lors qu'elles s'exposent dans l'espace public, elles sont aussi susceptibles d'être, de droit, contestées et caricaturées comme elles ont, aussi, le droit de dénoncer les caricatures dont elles s'estiment victimes. Ces acquis n'en sont pas dans beaucoup de pays et

de « cultures », mais pas seulement musulmanes.

« *Jésus n'appartient pas aux chrétiens* », avait estimé l'évêque catholique Jacques Gaillot, en prenant le contre-pied de cardinaux français qui avaient condamné, sans l'avoir vu, le film de Martin Scorsese sur Jésus: *La dernière tentation du Christ*. Film par ailleurs violemment attaqué par les fondamentalistes chrétiens, au contraire, quelques années plus tard, de celui de Mel Gibson (*La passion du Christ*), tellement plus identitaire. Le problème est le même pour les musulmans : quand l'islam se trouve exposé dans un espace public démocratique, le Prophète n'appartient plus aux seuls musulmans. Car, dans une société démocratique, même le sacré (religieux ou non) se discute. Or, ce n'est pas, toujours et partout, un acquis de discuter librement ce qu'une période de l'histoire a sacralisé. Mais le problème de la sacralisation de l'histoire est-il spécifique aux seuls musulmans?

Rapport infantile ou adulte

De la réponse apportée à ce qui peut être ressenti comme une désacralisation violente, on peut juger du rapport infantile ou adulte que les croyants entretiennent avec leur religion et ses figures les plus sacrées (et les incroyants avec les mythes fondateurs, nationaux par exemple). Ainsi, dans un cadre démocratique, il n'est pas forcément de mauvaise foi de considérer la caricature danoise du Prophète, non comme une caricature de Mahomet lui-même, mais comme une représentation de l'image caricaturale qu'en donnent des musulmans extrémistes.

Sauf qu'il y a le contexte, comme on l'a vu, et le problème rebondit avec l'interdit portant sur la représentation du Prophète dans l'islam. Cet interdit ne figure pas dans le Coran qui ne

L'interdit coranique de l'idolâtrie

Le Coran, « Parole de Dieu », fonde une religion strictement monothéiste. Il condamne à maintes reprises ceux qui « associent » au culte du Dieu unique celui des idoles, comme dans ce passage : « *Adorez Dieu, éloignez-vous de l'idole !* » (Sourate XVI, verset 36). D'où l'interdit de la représentation de Dieu et de ses créatures, dont Mahomet, qui n'est qu'un homme comme le rappelle le Coran. Cela pour éviter aux musulmans de retomber dans le pire des péchés selon l'islam, celui de l'idolâtrie. La victoire de l'islam à La Mecque s'est ainsi traduite par la destruction des idoles contenues dans le temple de la Kaaba qui devient la Mosquée sacrée : « *Les polythéistes ne sont qu'impureté : ils ne s'approcheront plus de la Mosquée sacrée...* » (Coran IX, 28).

condamne que l'idolâtrie. Et, si l'interdiction de représenter Dieu, ou l'une de ses créatures, a été prononcée très tôt dans l'histoire musulmane, elle n'a pas toujours été respectée (Dieu excepté) comme on peut le constater en feuilletant un livre de miniatures persanes (2). Néanmoins, l'interdit concernant le Prophète relève de l'absolu pour la grande majorité des musulmans.

De là à transcrire cet article de foi dans le droit, il y a un pas que ne sauraient franchir des sociétés dans lesquelles la loi ne relève plus d'une injonction divine mais d'un processus délibératif toujours susceptible de la remettre en cause, mais pas pour des raisons strictement religieuses. Et les groupes musulmans qui tentent d'obtenir la légalisation d'un interdit religieux, via une loi condamnant l'islamophobie, se bercent d'illusions en prenant le risque de nourrir l'islamophobie qu'ils dénoncent (3). Rappelons que, dans le contexte français, où la loi condamnant le blasphème a été supprimée par la Révolution, le respect des croyances, garanti par la loi, signifie, en fait, le respect des croyants, c'est-à-dire de leur liberté de croire. Mais cela n'interdit en rien de soumettre à la raison critique le contenu des croyances.

Si, au moins, cette histoire de caricatures pouvait permettre de prendre conscience, de part et d'autre, que, dans ce monde « glocalisé », il n'est plus possible d'ignorer un certain nombre de choses, surtout quand elles touchent à des questions devenues aussi sensibles que celles de l'identité. Rachid Benzine, intellectuel musulman, a trouvé, à ce propos, l'expression juste en parlant de « choc des ignorances » (4), comme à chaque fois que se heurtent des « impensés culturels ». Ignorances, concernant sa propre culture comme celle de l'autre, dont sont en général tissées nos besaces de préjugés. Ignorances, aussi, de cet Occident qui, comme l'a souligné le philosophe Marcel Gauchet (5), « est aveugle sur les effets de la mondialisation des économies et des mœurs » en ne mesurant pas « combien la pénétration de ses façons de faire et de pen-

ser est destructrice pour les rapports sociaux, notamment dans cet islam qui, autant qu'une foi, est une règle de vie ».

Ainsi, d'un bout à l'autre de la « crise des caricatures », en Europe et ailleurs, les réactions musulmanes ont, pour la plupart et pas seulement les plus virulentes, mis en avant une volonté de ne plus tolérer « l'humiliation des musulmans » synonyme de « l'arrogance de l'Occident ». On peut discuter de l'objectivité des raisons invoquées pour justifier ce ressentiment, mais l'ignorer n'avancera pas à grand-chose.

Des politiques d'immigration barricadées

Pour s'en tenir à l'Europe, force est de constater que le contexte danois n'a rien de très spécifique. La plupart des pays européens barricadent leurs politiques d'immigration : durcissement du droit d'asile, du regroupement familial, des conditions de naturalisation, tris des « bons » candidats, etc. Mais, qu'on le reconnaisse ouvertement ou non,

la figure de l'immigré la plus problématique reste celle du musulman. Musulman dont l'image s'est beaucoup dégradée à la suite des attentats du *World Trade Center*, de Madrid et de Londres.

En France, comme dans d'autres pays, les débats sur l'intégration de la Turquie dans l'Union européenne ont montré que, pour beaucoup, cette dimension restait le problème essentiel. Qu'il soit posé à l'identité « chrétienne » ou/et « démocratique » de l'Europe. De plus, cette image de l'islam considéré comme incapable, « par essence », d'accéder à la modernité, est devenue un argument commode pour habiller un rejet dont on n'ose pas assumer, ou s'avouer, le préjugé raciste car il colle mal avec l'héritage humaniste dont on se réclame (ou feint de se réclamer) par ailleurs (6).

Or, les effets de cette caricature de l'islam sont lourds de conséquences. Particulièrement dans un contexte où le couple « stigmatisation-victimisation » joue un rôle central

L'arrogance de l'Occident

Un catholique européen un peu fervent peut aisément comprendre la souffrance et la colère impuissantes des musulmans découvrant une caricature inacceptable de leur prophète car, dans les médias, il est soumis au même traitement. Sa foi, sa communauté d'Eglise, son Christ, sont raillés et traités avec dérision jour après jour. Il se trouve que cette fois-ci l'insulte à l'islam et la riposte ont été mondialisées et ont traversé des intérêts économiques et diplomatiques qui en ont fait une chose sérieuse.

On peut ramener cela à un conflit entre extrémistes juifs, chrétiens, musulmans comme le prophétise Huntington. C'est facile : les religions universalistes se sont laissées aller à l'idéologie « nationaliste », durcissent leur message pour s'affirmer, au lieu d'être les ferments de paix et d'harmonie voulus par leur fondateur.

Mais Serge Lafitte a raison, il s'agit de plus que cela. Il souligne à juste titre l'arrogance de l'Occident, riche d'argent, de technique, de puissance militaire et perçu comme chrétien malgré lui. Elle est insupportable à la longue pour les peuples de la pauvreté qu'il insulte en étalant complaisamment ses richesses, alors qu'ils sont victimes d'injustice de leur part et que leurs cultures et leurs sagesses sont méprisées et infériorisées jusqu'à l'intolérable.

On se demande pourquoi on prend plaisir à saper le crédit des religions dans nos pays et dans le monde. Les médias qui s'y livrent avec jubilation ont-ils un autre message à proposer pour aider à vivre, et lequel ?

Au terme du constat de Serge la question se pose : que faire ? Ne faudrait-il pas que les religions universalistes rétablissent leur crédit en retrouvant leurs sources et en vivant la foi prêchée par les fondateurs ?

Gabriel Marc
gabriel.marc3@wanadoo.fr

dans la plupart des revendications identitaires comme l'ont encore montré, en France, « la révolte des banlieues » de novembre 2005 ou le débat avorté sur le soi-disant « rôle positif » de la colonisation. Et comme le montre aussi le sentiment du « deux poids, deux mesures » de musulmans

se considérant moins protégés que d'autres des injustices dont ils sont, ou s'estiment, l'objet.

On peut toujours, là encore, discuter de l'objectivité de ce ressentiment, lui aussi très répandu dans les pays musulmans envers les puissances occidentales. Quand il s'agit de mettre sur le même plan négation de la Shoah et « blasphème » à l'égard du Prophète, son expression est proprement intolérable. Mais ce ressentiment n'en est pas moins bien réel et nourrit la spirale "stigmatisation-victimisation" de laquelle on a beaucoup de mal à s'extraire. Car elle a tendance à se transformer en l'une de ces rivalités mimétiques où chacun fait de l'autre son bouc émissaire, explication du problème et solution confortable pour s'exonérer de toute responsabilité. Ainsi la représentation, de plus en plus banale côté occidental, d'un islam génétiquement antimoderne et celle d'un Occident essentiellement arrogant et diabolique, cultivée par les islamistes radicaux, s'alimentent l'une l'autre. Ne pas se laisser enfermer dans cette impasse mimétique est d'autant plus nécessaire qu'elle sert efficacement, en particulier pour les populismes de toutes sortes, à masquer les facteurs socio-économiques et les enjeux de pouvoir qui exacerbent trop de conflits.

Illustration, parmi d'autres, avec ce témoignage de l'écrivain turc Orhan Pamuk évoquant les résultats du débat européen sur la Turquie : « *L'ironie cruelle de toute cette histoire est que, en attendant le nationalisme antiturc en Europe, on a suscité en Turquie une réaction nationaliste des plus crasses* » (7). Et de s'inquiéter de ce véritable retour en arrière, car le nationalisme turc (qui a fait son miel des caricatures danoises...) est bel et bien en train de se refonder sur l'héritage islamique dont Atatürk avait voulu émanciper la Turquie.

A ce sujet, comme à propos des réactions musulmanes aux caricatures, on a déjà entendu, et on entendra encore, les classiques « *on vous l'avez bien dit !* », chers aux populistes occidentaux. Et la même chose, en sens inverse, en ce qui concerne le commentaire des crispations occidentales par les islamistes et autres populistes orientaux.

De l'art de manipuler les foules, en fabriquant ce que l'on prédit afin de mieux dresser les uns contre les autres. Genre : « *Ils resteront ce qu'ils ont toujours été, alors ne changeons*

rien à ce que nous sommes » ou, en pire, « *alors obligeons-les à devenir ce que nous sommes* ».

Pour se dégager de ce piège populiste, peut-être faudrait-il retenir de cet affrontement de caricatures qu'il met aussi en lumière l'un des effets d'une mondialisation renvoyant à la figure des « cultures » (et des religions) à prétentions universalistes ce qu'elles n'ont pas de si spontanément universel.

**Il est urgent,
de part et d'autre,
d'abattre
les murs de préjugés
et d'ignorance
entre les « cultures ».**

Et qu'il souligne combien est plus difficile, mais sans doute plus urgent, de part et d'autre, d'abattre les murs de préjugés et d'ignorances entre les « cultures » (8), comprises comme des « identités » intangibles et satisfaites d'elles-mêmes, que de mettre à bas les quelques barrières qui entravent encore la libre circulation des capitaux, des biens et des services. Mais ce débat-là n'a pas encore droit de cité à l'OMC. Pourtant, le commerce, au sens premier du terme, des cultures est sans doute aussi vieux que l'humanité. Comme, d'ailleurs, les migrations.

Serge Lafitte
lafitte.serge@wanadoo.fr

Notes de référence

(1) "Géopolitique de l'indignation", *Le Monde* du 9 février 2006.

(2) Lire, à ce sujet, le grand roman d'Orhan Pamuk : *Mon nom est rouge* (Folio). Eclairant sur la problématique de l'image dans l'islam et dans sa confrontation avec l'Occident.

(3) Même si l'Organisation de la conférence islamique a pourtant obtenu l'ajout, dans le préambule du texte fondant le nouveau Conseil des droits de l'homme de l'ONU, d'une formule stipulant que « les médias ont un rôle important à jouer dans la promotion du respect des religions ». Faudra-t-il promouvoir le respect des croyances religieuses qui prétendent fonder, par exemple, les inégalités entre hommes et femmes ?

(4) *Libération* du 13 février 2006. Il est l'auteur du livre *Les nouveaux penseurs de l'islam* (Albin Michel, 2004).

(5) *Le Monde* du 13 mars 2006. Marcel Gauchet est notamment l'auteur de *Le désenchantement du monde : une histoire politique de la religion* (Folio, 2005). Pour mieux comprendre sa réflexion sur les recompositions du politique et du religieux, lire *Un monde désenchanté ?* (éditions de l'Atelier, 2004), recueil de textes où il s'en explique en détail.

(6) Olivier Roy analyse très bien cette « essentialisation » de l'islam dans son dernier livre *La laïcité face à l'islam* (Stock, 2004).

(7) « La honte silencieuse des Turcs », *Le Monde* des 30-31 octobre 2005

(8) Entre guillemets à cause de cette citation dont j'ai oublié l'auteur : « *La culture est ce qui permet à l'honnête homme de mesurer l'étendue de son ignorance* ».

développement et civilisations, publication éditée par l'association Développement et Civilisations Lebrete-Irfed

49, rue de la Glacière – 75013 PARIS – 33(0)1.47.07.10.07 – contact@lebrete-irfed.org

développement et civilisations est le nouveau titre de **foi et développement** publié, depuis 1972, par le Centre Lebrete devenu Développement et Civilisations Lebrete-Irfed. Il reprend le titre de la publication éditée par IRFED de 1960 à 1973 **développement et civilisations**.

L'association Développement et civilisations/Lebrete-Irfed est animée par un réseau d'acteurs de développement solidaire. Avec eux elle conduit un travail de recherche et de formation. Son budget est assuré par des cotisations, dons, subventions et prestations de service. **Bureau de l'association** : Yves Berthelot (président) – Jean-François Giovannini (vice-président) – Boutros Labaki (vp. M.Arabe) – Rethinam Mathias (vp. Asie) – Jorge Balbis (vp. Amérique Latine) – Yves Glorieux (trésorier-administrateur) – Sergio Regazzoni (directeur).

Publication- Directeur de la publication : Sergio Regazzoni, Directeur de la rédaction : Richard Werly, Secrétaire de rédaction : François Bellec, Conseil de rédaction : Yves Berthelot, Pierre-Henri Chalvidan, Roland Colin, Alain Durand, Maryse Durrer, Jacqueline Heinrich, Darwis Khudori, Serge Lafitte, Michel Lostis, Gabriel Marc, Emile Poulat, Sergio Regazzoni, Christian Rudel, Pierre Vilain - Secrétariat : Christine Join-Lambert - publications@lebrete-irfed.org

La reproduction des textes publiés est autorisée à la seule condition que soit clairement indiquée la source, avec les coordonnées de développement et civilisations. Un exemplaire du document reproduisant le texte doit être envoyé à l'adresse de la publication

Abonnement annuel tout pays (10 n°/an) : 38 € - 60 CHF - Le numéro : 4 € - 7 CHF - Chèque en €, CHF ou US\$ à l'ordre de Lebrete-Irfed. Virements bancaires : en France : LA POSTE FR10-2004-1010-1233-2971-2T03-350 (BIC : PSSTFRPPSCE) ou en Suisse : RAIFFEISEN - Genève, N°IBAN CH41 8018 1000 0074 9583 6 CHF (SWIFT : RAIFCH22)

• ISSN 0339-0462 – Imprimerie SEPIC – Paris – 0147051759 .